



AUSGLEICHKASSE DES KANTONS BERN
CAISSE DE COMPENSATION DU CANTON DE BERNE

Rapport annuel 2017



L'année 2017 est également une année fructueuse en termes de chiffres pour la Caisse de compensation du canton de Berne. Nous en avons fait six illustrations inhabituelles sur les prestations complémentaires. Et vous trouverez aux pages suivantes tout ce qui nous est parvenu. Nous vous souhaitons beaucoup de plaisir!

Sommaire

04 Avant-propos

Divisions

06 Cotisations et allocations

08 Prestations complémentaires

13 Support et services

16 Rentes et indemnités journalières

20 Organisation

Comptes annuels 2017

22 Caisse de compensation
du canton de Berne

24 Caisse d'allocations familiales
du canton de Berne

26 Rapport de l'organe de révision

27 Impressum

Avant-propos du directeur

L'exercice 2017 a été marqué par les préparatifs en vue de la mise en œuvre de la réforme Prévoyance vieillesse 2020 dans le respect des délais. Il a fallu dans un laps de temps extrêmement bref adapter et tester les programmes de services aux contenus de la réforme et préparer les collaboratrices et collaborateurs aux nouveautés techniques. Il a par ailleurs fallu analyser les répercussions de la reprise imminente des applications IGS (Informatikgesellschaft für Sozialversicherungen, soit « Informatique pour les assurances sociales ») sur les processus et l'organisation de la Caisse de compensation du canton de Berne et préparer dans la mesure du possible leur mise en œuvre.



Heiner Schläfli,
directeur de la Caisse de compensation
du canton de Berne

Réforme de la Prévoyance vieillesse 2020

Le 17 mars 2017 a pris fin un long et intense travail parlementaire. Le Conseil national et le Conseil des Etats ont procédé aux votes finaux au sujet de la réforme de la Prévoyance vieillesse (PV 2020). Un comité référendaire a demandé une votation populaire au sujet de ce projet de réforme ; l'augmentation de la TVA était soumise à l'approbation de la majorité du peuple et des cantons. La prochaine décision importante a été prise le 24 septembre. La CCB et les autres caisses de compensation n'étaient pas en mesure d'attendre le résultat de la votation populaire pour commencer à préparer la mise en œuvre à partir de 2018. Quelques jours déjà après la décision du Parlement, des spécialistes chevronnés ont par conséquent commencé à plancher au sein de groupes de travail tant internes qu'externes sur les adaptations nécessaires à apporter aux applications spécialisées et aux processus internes. L'objectif était de faire en sorte que pour fin septembre, tant l'informatique que les collaborateurs soient en mesure de procéder à l'introduction au moment du passage à la nouvelle année.

Il en a toutefois été autrement : la réforme de la prévoyance vieillesse a été rejetée dans les urnes. Heureusement, tous les travaux préparatifs n'ont pas dû être pour autant mis au rancart. Outre les nombreux enseignements dégagés par les discussions entre spécialistes, il a également été possible de préparer certaines optimisations ponctuelles des processus des applications informatiques. Celles-ci ont pu, indépendamment du contenu de la réforme, être conservées et intégrées dans les processus existants.

Organisation interne

Comme prévu, nous avons achevé en été 2017 l'analyse des processus concernés par la reprise du portefeuille d'applications d'IGS. Au sein de la direction, nous avons par conséquent pu prendre les décisions nécessaires et commencer dès l'automne avec la planification détaillée. Les points forts ont été l'introduction d'une gestion centralisée en partenariat, y compris un système centralisé de gestion des documents (PV/DMC), et la mise sur pied d'équipes de support au sein de chaque division avec des tâches centrales de division.

Concernant le moment de la mise en œuvre, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il était judicieux de procéder aux modifications structurelles déjà avant de reprendre les applications IGS, ce afin de réduire les risques du projet. La mise en œuvre des modifications organisationnelles et donc également le cas échéant architecturales va par conséquent débuter dès janvier 2018 pour se poursuivre jusqu'à l'été.

Collaboration au sein du pool IGS

Le moment de la reprise par la SVA du canton de St-Gall des applications dans le domaine des cotisations et des allocations a pris du retard. La reprise n'aura vraisemblablement lieu qu'au début de la nouvelle année. Des dépenses nettement plus importantes et les risques liés à la migration des données sont semble-t-il les principales raisons de ce retard. Cela entraîne bien entendu également des retards dans le domaine des applications pour les prestations. Pour la CCB, cela signifie que la toute première date possible de mise en œuvre – le 1^{er} janvier 2019 – ne peut

pas être respectée. Ce report n'aura pour nous heureusement pas de conséquences négatives ; nous allons continuer à effectuer nos tâches quotidiennes avec nos applications bien rodées.

Check-up énergétique au format PME

La CCB est tenue de mettre en œuvre certaines prescriptions spécifiques de la Confédération dans les domaines de la réduction des émissions de CO₂ et de l'efficacité énergétique. Pour que nos mesures soient reconnues par la Confédération, nous devons prouver leur efficacité au moyen d'un rapport externe. Pour cette analyse, nous avons été soutenus par des spécialistes.

Pour notre énergie de chauffage, nous recevons la chaleur du centre de calcul voisin. Au cours de la dernière période de chauffage, nous avons réussi grâce à cela à réduire notre consommation de gaz naturel d'environ 95 %. En chiffres, cela représente une économie d'environ 24 000 m³ de gaz naturel et par conséquent une réduction de 48 tonnes de CO₂.

Nous complétons notre contribution à la stratégie énergétique 2050 de la Confédération en substituant systématiquement les ampoules économiques et les tubes fluorescents par des éclairages LED. Enfin, nous avons installé sur nos toits plats environ 350 modules photovoltaïques qui atteignent une surface d'environ 450 m². Leur production d'électricité devrait à l'avenir couvrir environ 20 % de notre consommation.

Avec l'expression de nos salutations distinguées

Heiner Schläfli

Directeur de la Caisse de compensation
du canton de Berne

Division Cotisations et allocations

À la fin de l'année 2017, 58 collaboratrices et collaborateurs travaillaient dans la division Cotisations et allocations. Parmi leurs tâches, on compte pour l'essentiel la fixation et la perception des cotisations à l'égard des employeurs, des indépendants et des personnes sans activité lucrative ainsi que la vérification et le versement de prestations pour ce qui est des allocations pour perte de gain, des allocations de maternité et des allocations familiales.

Dans le cadre de ces activités, on rappellera notamment que :
(chiffres 2016 entre parenthèses)

69 765
(68 908)

attestations de salaires ont été traitées.

44 522
(43 931)

personnes sans activité lucrative ont été suivies.

44 978
(45 305)

allocations familiales ont été versées.

34 555
(35 394)

cartes APG ont été vérifiées et les allocations versées.

10 570
(11 633)

procédures de sommation ont été engagées.

5123
(5080)

annonces d'indépendants ont été reçues et vérifiées.

3169
(3213)

demandes d'allocations de maternité ont été traitées.

Ces tâches centrales ont pu être menées à bien sans difficulté grâce à l'engagement efficace de tous les collaborateurs et à une solution informatique efficace, et ce malgré des projets parallèlement en cours. En moyenne environ 450 décisions par jour ont été établies. Ces 109 460 décisions (exercice précédent : 114 001) n'ont guère donné lieu à des procédures judiciaires : les oppositions et les recours se sont maintenus, avec 0,64 % (705 oppositions) et 0,5 ‰ pour mille (49 recours), à un niveau ordinaire très bas.

Pool IGS : collaboration dans le cadre du projet Coopération

La collaboration dans le cadre du pool informatique pour les assurances sociales IGS a fortement occupé la Division au cours de l'exercice sous revue. Un bon quart de nos collaborateurs ont été régulièrement convoqués à des workshops et à des tests, et ils ont par conséquent fourni une contribution importante à l'avancement du projet. Le projet s'articule en plusieurs étapes : l'année passée, l'étape 1, avec les environnements d'applications destinées à remplacer l'ancien système hôte IGS (cotisations et allocations), a été au centre des préoccupations. Une fois ces travaux réalisés, les caisses IGS actuelles qui ont travaillé avec ce système hôte vont pouvoir migrer vers le nouvel environnement. Pour la Caisse de compensation du canton de Berne, l'étape 2, qui consistera à adapter les systèmes à nos exigences, à préparer la migration des données et enfin à procéder à la mise en œuvre productive, va être plus importante. L'étape 2 va débuter en 2018.

Modifications de l'organisation

En 2015, nous avons introduit le suivi des grands employeurs. Depuis lors, nous avons accumulé les bonnes expériences au niveau de la prise en charge des souhaits, des attentes et des besoins de ces « gros clients ». Nous souhaitons que d'autres membres bénéficient désormais de ces enseignements, et donc pas seulement les 150 plus grands. Nous avons pour ce faire adapté notre organisation : une équipe Cotisations a été dissoute, et à la place, nous avons créé en 2017 notre nouveau Service Center.

Les appels téléphoniques et les e-mails entrants sont désormais déjà traités dans la mesure du possible par les collaborateurs du Service Center. Cela permet ainsi de décharger les équipes Cotisations. Nous avons fait l'expérience que le traitement des appels téléphoniques au sein du Service Center est une activité très intense et passablement épuisante, et qu'il fallait dès lors la combiner avec d'autres tâches afin de rééquilibrer la charge de travail. Nous sommes actuellement à la recherche du bon dosage. Le Service Center n'est pas notre « centrale téléphonique » ; il s'agit plus d'une plaque tournante de communication avec nos membres et avec nos agences qui se charge par conséquent également de tâches en relation avec les gros clients (par exemples des visites sur place), l'e-portail (support), le courrier électronique, le registre des caisses de compensation professionnelles et d'autres choses encore.

Assujettissement à l'AVS/AI/APG et à l'AC

Celui qui exerce une activité lucrative en Suisse ou qui a son domicile civil en Suisse et qui n'exerce pas d'activité lucrative est de manière générale soumis à l'obligation de s'assurer en Suisse. Il en va de même des citoyennes et citoyens suisses qui travaillent à l'étranger pour certains employeurs, notamment la Confédération suisse, certaines organisations internationales ou certaines organisations d'entraide soutenues par la Confédération.

Une activité est dite lucrative lorsqu'elle est exercée dans l'intention d'augmenter la capacité de rendement économique. La Caisse de compensation évalue chaque cas en

fonction de différents indices. Peu importe donc à cet égard qu'une personne qualifie ou non son activité d'activité lucrative. De purs hobbies ou des activités purement apparentes ne sont pas considérés comme des activités lucratives.

Divers cas de figure peuvent cela dit se présenter dans la vie active et dans la vie de tous les jours, et certaines exceptions sont parfois faites à l'obligation de s'assurer en Suisse, notamment lorsque des facteurs transfrontaliers entrent en jeu.

C'est par exemple le cas des ressortissants étrangers qui jouissent de privilèges et d'immunités diplomatiques et qui ne sont de ce fait pas soumis à l'obligation de s'assurer en Suisse.

Il peut également en aller de même pour les personnes qui en plus de leur activité lucrative en Suisse exercent une activité lucrative dans un ou plusieurs autres Etats si une convention de sécurité sociale prévoit que l'ensemble des revenus soient assujettis dans l'Etat contractant en cause. La Suisse a conclu des conventions de sécurité sociale avec divers Etats, par exemple avec les Etats membres de l'UE/AELE, avec l'Australie, la Chine, l'Inde, les Etats-Unis et plusieurs autres Etats. Ces conventions sont basées sur les relations étroites sur le plan économique et politique. Grâce à ces conventions de sécurité sociale, notre pays parvient à garantir que les personnes concernées par ces situations internationales ne subissent pas d'inconvénients comme par exemple la perte de droits à une rente ou la perception de cotisations à double.

La nature de l'activité, le siège de l'employeur et d'autres facteurs encore peuvent également jouer un rôle pour déterminer s'il y a obligation de s'assurer.

Division Prestations complémentaires

Outre le versement des prestations complémentaires annuelles (PC), les frais de maladie et d'invalidité font également partie du domaine de compétence de la division Prestations complémentaires (DPC). Le mandat confié par la Confédération aux cantons est le suivant : rembourser aux personnes qui ont droit à des prestations complémentaires destinées à la couverture de leurs besoins vitaux également leurs frais de traitement médicaux, les prestations et les moyens auxiliaires.

Le versement des prestations complémentaires annuelles est principalement réglé au niveau fédéral. Concernant les frais de maladie et d'invalidité, la loi fédérale sur les prestations complémentaires se borne à définir quelles sont les catégories de prestations qui doivent être remboursées. Les cantons peuvent fixer eux-mêmes les détails et disposent à cet égard d'une grande marge de manœuvre. Sont notamment remboursés les frais de traitements dentaires ainsi que les frais de soins, d'aides, d'assistance et de moyens auxiliaires. La participation aux coûts de l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (franchise et quote-part) peut également être remboursée.

Les frais de maladie et d'invalidité peuvent être faits valoir non seulement par les bénéficiaires de PC annuelles, mais également par les personnes qui en raison de revenus excédentaires, n'ont pas droit à des PC. Dans ces cas, les frais de maladie et d'invalidité sont remboursés après déduction des revenus excédentaires. L'obtention de la prestation est conditionnée à l'existence d'un droit à une rente AVS ou AI, à une allocation pour impotent de l'AI ou à une indemnité journalière de l'AI depuis au moins six mois. Pour les étrangers, les réfugiés et les apatrides, un délai d'attente – appelé délai de carence – de dix ans, respectivement cinq ans doit par ailleurs être respecté.

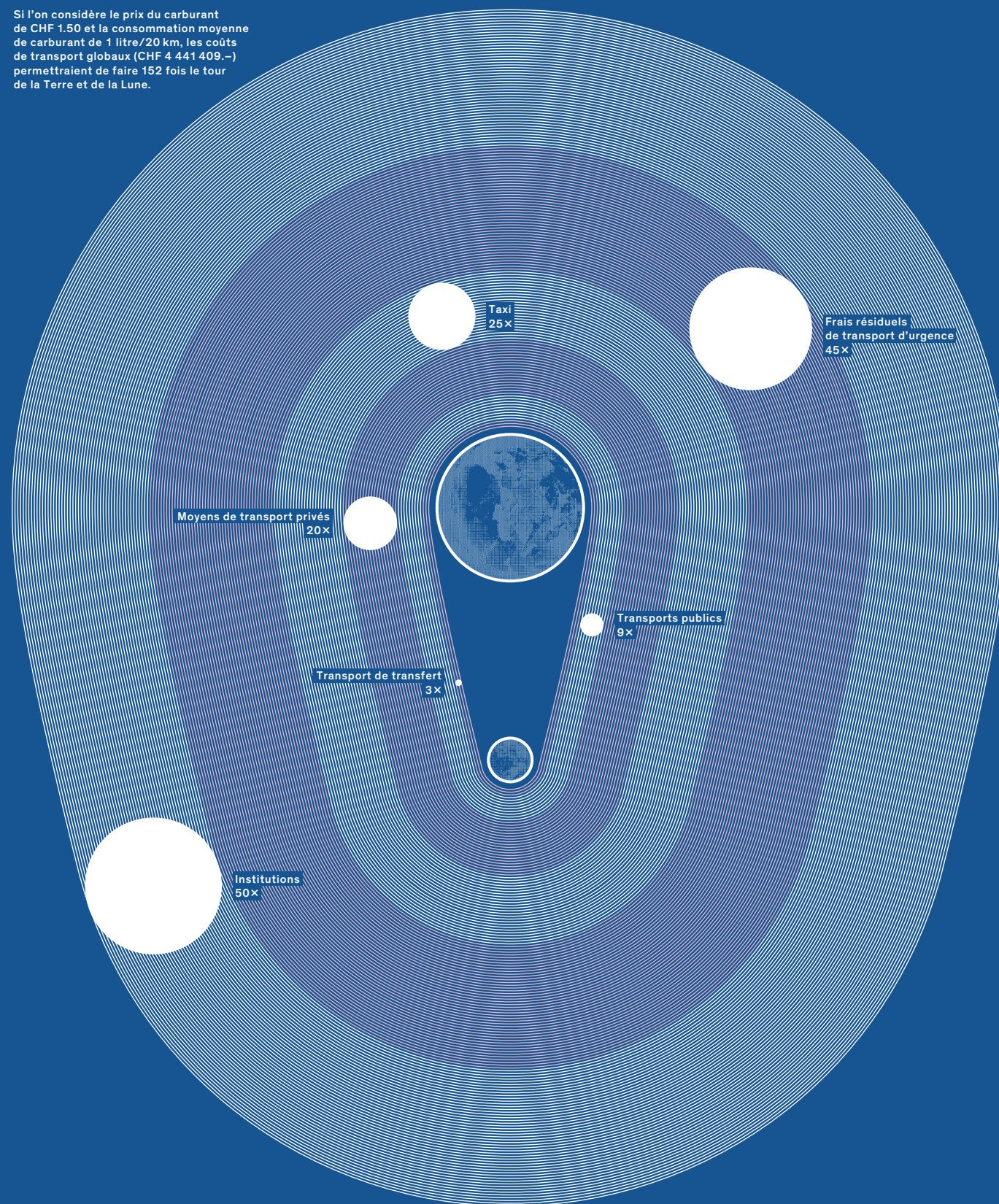
Le droit à un remboursement existe uniquement dans la mesure où il n'y a pas d'autres assurances comme la caisse maladie, l'assurance accidents ou l'assurance invalidité susceptibles de couvrir les frais. Les frais doivent en principe avoir été causés par la personne assurée ou par les personnes qui sont comprises dans le calcul des PC annuelles. Seuls les frais occasionnés en Suisse ne peuvent par ailleurs être remboursés. Les frais occasionnés à l'étranger peuvent exceptionnellement être pris en compte lorsqu'ils étaient nécessaires pendant un séjour à l'étranger ou que les mesures médicalement nécessaires ne pouvaient être exécutées qu'à l'étranger.



N° 1
Frais de dentiste par rapport au nombre de dentistes (2002-2017)

Dans le canton de Berne, les prestations complémentaires sont versées par la Caisse de compensation du canton de Berne.

Si l'on considère le prix du carburant de CHF 1.50 et la consommation moyenne de carburant de 1 litre/20 km, les coûts de transport globaux (CHF 4 441 409.–) permettraient de faire 152 fois le tour de la Terre et de la Lune.



N° 3

Sous-genre de frais « frais de transports » calculés en distance

Dans le canton de Berne, les prestations complémentaires sont versées par la Caisse de compensation du canton de Berne.

Division Support et services

Au sein de la division Support et services (DSS), 45 collaboratrices, collaborateurs et apprenti-e-s s'emploient à saisir et à mettre en œuvre les exigences et les requêtes des divisions spécialisées. Les équipes ont des tâches différentes, mais toutes (informatique, finances, personnel et logistique) fournissent une contribution importante au succès de toute la Caisse de compensation du canton de Berne. L'équipe Certificat d'assurance et compte individuel est également subordonnée à la DSS – ses tâches fournissent un soutien au domaine des cotisations et des prestations. Le service de recours est rattaché administrativement à la DSS.

Dans le travail quotidien de la division Support et services, nous avons la responsabilité de fournir les ressources et l'infrastructure pour les différentes divisions spécialisées. Pour que nous puissions remplir ces exigences de façon efficace, économique et comme un employeur moderne, nous devons constamment planifier avec soin en faisant preuve de vision à long terme et anticiper les nouveaux développements, notamment techniques.

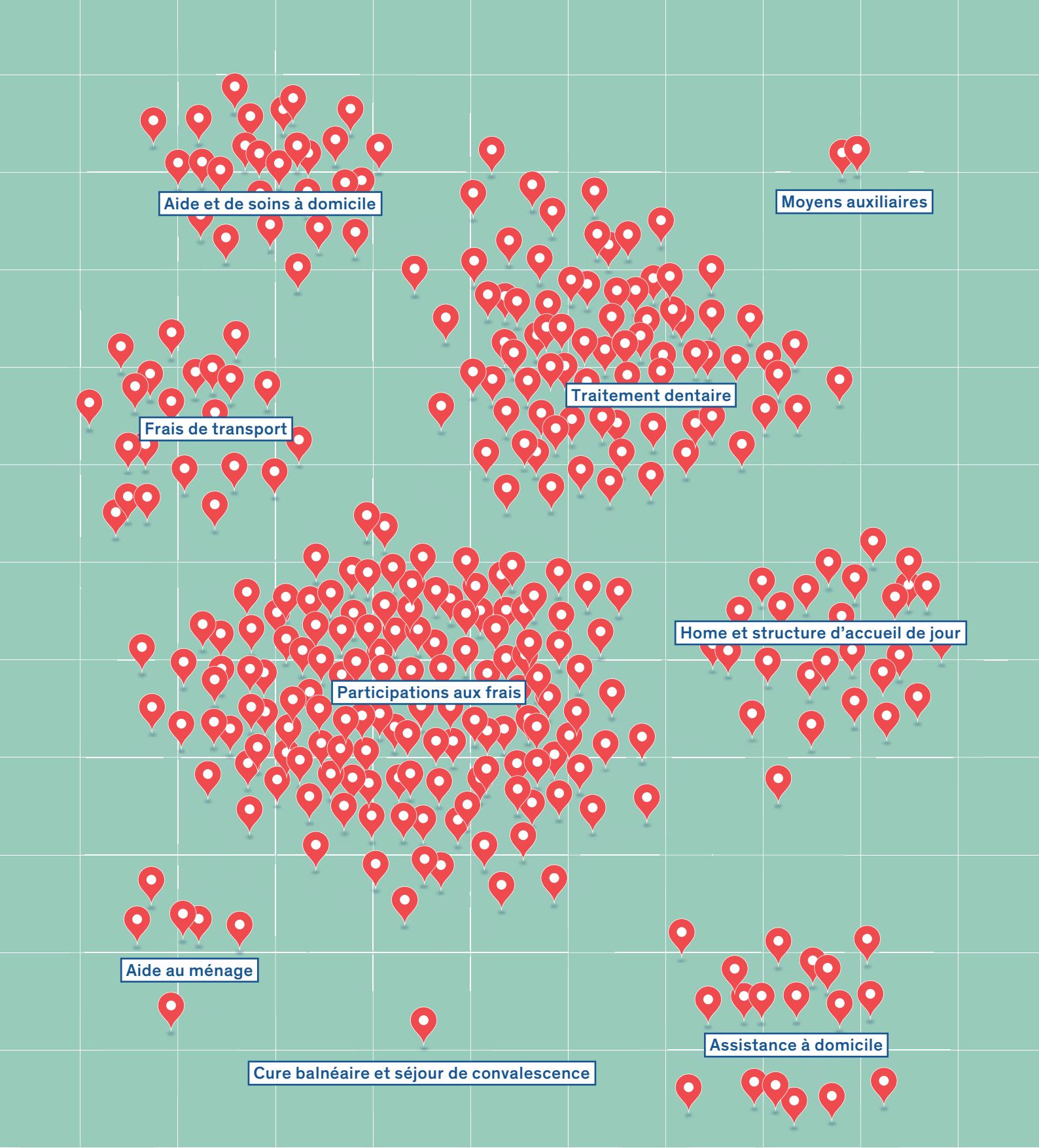
Personnel


La rémunération des collaboratrices et collaborateurs de la CCB est réalisée en s'appuyant sur les directives de classification cantonales. Pour que les critères de classification soient comparables, nous les contrôlons tous les dix ans environ. En collaboration avec un professionnel externe, la CCB a défini 20 fonctions-clés. Pour chaque fonction-clé, un ou une titulaire du poste a été invité à remplir un questionnaire détaillé. Nous avons principalement recherché des réponses concernant la formation, l'expérience professionnelle, la responsabilité et les compétences ainsi que la pénibilité physique ou psychique du poste de travail. Des collaboratrices et collaborateurs de toutes les divisions ont collaboré à ce projet, ce qui a été un processus complexe, exigeant un investissement en temps important mais enrichissant. Le contrôle effectué a révélé que fondamentalement, la CCB mettait correcte-

ment en œuvre les principes de classification du canton mais qu'elle n'en tirait pas tous les profits possibles. Les critères de classification ne se sont pas modifiés, mais ils sont devenus plus précis grâce à l'adaptation de la structure, et ils permettent une classification plus claire. Ce qui est également nouveau, c'est la possibilité de proposer à des collaboratrices et collaborateurs spécialisés bien formés et expérimentés une carrière de spécialiste qui tient dûment compte de leurs capacités et de leurs prestations.

Recours

La base légale des recours AVS et AI existe depuis 1979. Au cours des 38 années écoulées, à l'échelle de la Suisse, l'ensemble des instances de recours impliquées ont été en mesure d'obtenir le remboursement d'un montant d'environ CHF 3,02 milliards en faveur du fonds AVS/AI. Depuis sa création en 1981, le Service de recours de Berne a généré des revenus d'environ CHF 178 millions (AI environ CHF 163 millions/AVS environ CHF 15 millions). Au cours de l'année écoulée, il a été une fois de plus possible d'examiner les possibilités de recours pour un grand nombre de dossiers, et là où cela était indiqué, un recours correspondant a été exercé. Au total, le Service de recours de Berne a traité au cours de l'année écoulée 950 nouveaux cas qui se sont ajoutés aux quelque 600 dossiers déjà en cours.



 = CHF 200 000.-

N° 4

Distribution des frais de maladie selon sous-genre de frais

Dans le canton de Berne, les prestations complémentaires sont versées par la Caisse de compensation du canton de Berne.

Finances

L'exercice 2017 n'a pas apporté de surprises. Les différentes tâches ont pu être remplies conformément aux prévisions. Tous les rapports, décomptes et évaluations requis ont été réalisés et fournis ponctuellement. L'organe de révision a attesté que dans tous les domaines, la comptabilité avait été tenue avec exactitude et sans accroc.

Informatique

Changements perpétuels et informatique sont souvent indissociables. Les nouvelles technologies et des exigences croissantes réclament des adaptations dans le domaine de l'infrastructure et de la sécurité. Au cours de l'exercice sous revue, l'infrastructure de réseau a été adaptée et l'interface entre Smartphones et MS Outlook de « Good for Enterprise » a été remplacée par celle de MobileIron. Après une phase de test à large échelle, une partie des écrans ont été remplacés par une nouvelle génération. Au Service Desk, quelque 3500 tickets ont été générés et traités en temps utile. En 2017, nous avons pu assurer une excellente disponibilité du système des applications spécialisées, ce qui est la condition et le fondement de la productivité dans les divisions spécialisées.

Traitement centralisé du courrier et des documents

Avec le passage aux applications IGS, il est prévu de gérer le traitement du courrier et des documents de manière centralisée. Afin que la modification des tâches et des contenus des travaux ne coïncide pas avec la constitution d'une nouvelle équipe, nous avons planifié le regroupement des collaboratrices et collaborateurs pour le début de l'année 2018. Au cours de l'exercice sous revue 2017, nous avons par conséquent dû aménager un bureau en espace ouvert pour environ 20 collaboratrices et collaborateurs : des parois ont été supprimées, des câblages ont été remplacés, un nouvel éclairage a été installé, des moquettes à effet insonorisant ont été posées, et il a été fait l'acquisition de nouveaux sièges et tables pour travailler debout ainsi que des écrans 34 pouces. Désormais, nous disposons au rez-de-chaussée d'un bureau paysager doté

d'un équipement moderne et aux dimensions généreuses pour au moins 20 personnes. Le déménagement des collaboratrices et collaborateurs aura lieu en janvier 2018.

Les agences

Les collaboratrices et collaborateurs des agences AVS des communes informent le public au sujet des questions d'assurances sociales, fournissent des renseignements et remettent aux personnes intéressées les formulaires et les mémentos actuels. Outre la saisie de toutes les personnes soumises à l'obligation de cotiser, ils informent les bénéficiaires de rentes sur leur possible droit à des prestations complémentaires et aident les personnes concernées à faire valoir ce droit. Elles sont en charge du contrôle, du décompte et du versement de la participation aux coûts conformément à la loi sur l'assurance maladie, ainsi que des frais de transport. Les agences AVS sont le trait d'union entre la population et la Caisse de compensation. Elles exécutent par ailleurs de précieux travaux préliminaires en faveur de la Caisse de compensation.

Dans le canton de Berne, les agences AVS ne sont subordonnées à la Caisse de compensation que sur le plan technique ; sur le plan administratif, leurs collaboratrices et collaborateurs dépendent de la commune. Le législateur exige des caisses de compensation qu'elles contrôlent l'activité des agences AVS tous les trois ans. La CCB le fait en collaboration avec les administrations communales et à l'aide d'un questionnaire. En 2017, nous avons procédé en commun à un tel contrôle : les résultats sont très bons et nous ont révélé que notre collaboration est très appréciée.

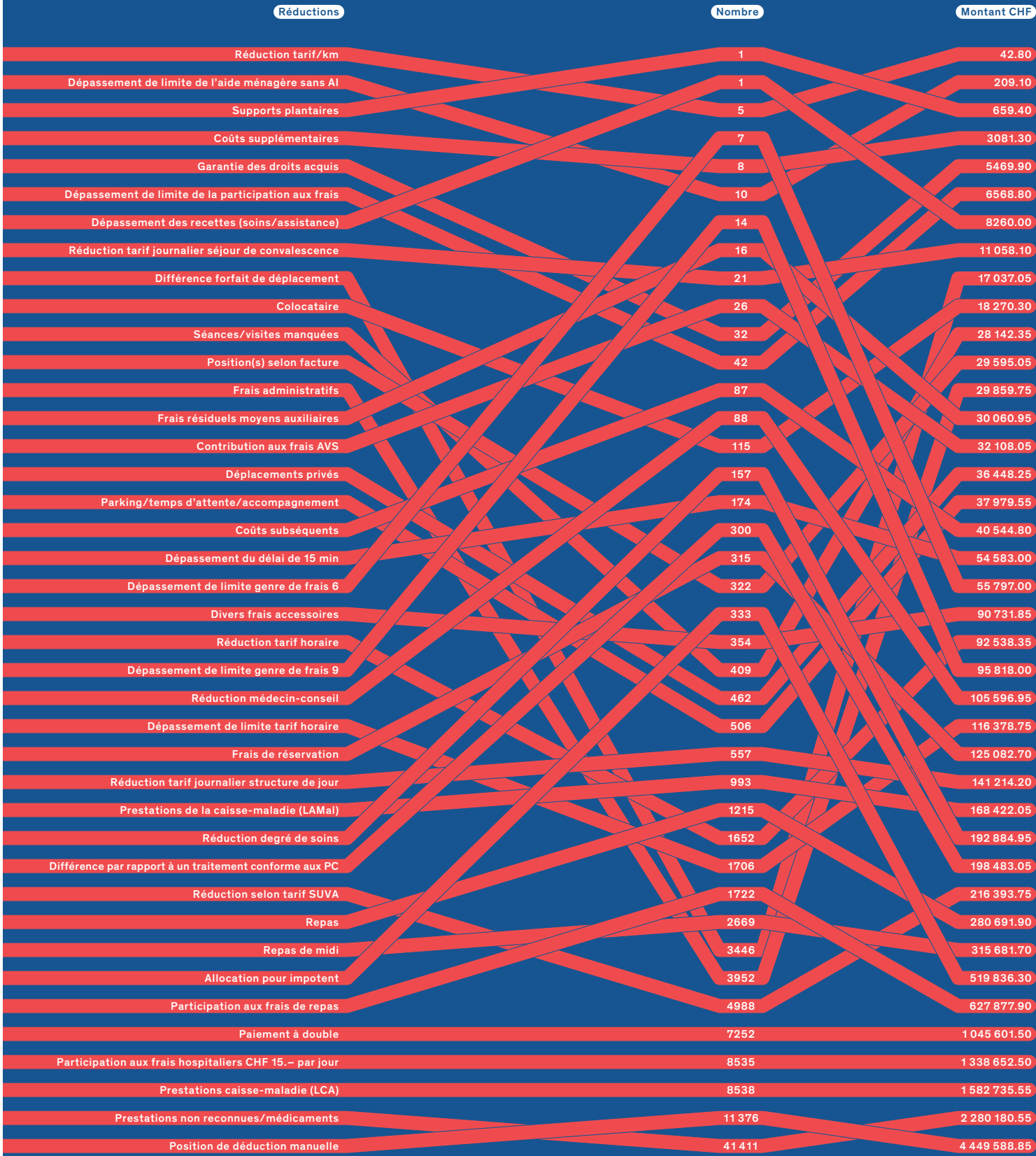
Division Rentes et indemnités journalières

A la fin de l'année 2017, la division Rentes et indemnités journalières (DRIJ) totalisait 49 collaborateurs. Trois équipes spécialisées travaillent dans cette division : rentes AVS, rentes AI, indemnités journalières AI et calcul prévisionnel de la rente. Elles fixent les rentes, les indemnités journalières AI et les allocations pour impotent des assurés de la Caisse de compensation du canton de Berne et procèdent à leur versement. Elles reçoivent pour ce faire le soutien de l'équipe Support pour l'application informatique pour les rentes et celui du Service de base, qui traite le courrier et se charge des mutations des données des divisions DRIJ et DPC.

Réforme des rentes Prévoyance vieillesse 2020

2017 a été placé sous le signe des préparatifs en vue de la mise en œuvre de la réforme des rentes « Prévoyance vieillesse 2020 ». En mars 2017, à l'issue d'âpres négociations et après avoir adopté le projet de réforme, le Parlement a donné le coup d'envoi officiel des travaux de préparation. Pour la division DRIJ, cela a principalement impliqué de participer activement au projet de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), qui dirigeait la mise en œuvre à l'échelle suisse de la réforme au sein des caisses de compensation. A l'interne, il a fallu procéder à l'ensemble des adaptations techniques au sein du système des rentes NIL+ afin d'être en mesure de procéder correctement aux calculs et aux versements des rentes pour le début de l'année 2018.

A cela s'est ajoutée la formation technique des collaborateurs de la division aux différents contenus, vastes et complexes. Cette formation a été assurée par l'OFAS en suivant une approche « train the trainer » avec certains collaborateurs de nos équipes spécialisées. Tous les collaborateurs se sont par ailleurs préparés à cette grande révision. Tout s'est déroulé sous pression de temps et avec l'engagement intense des équipes de rentes AVS, AI et calcul prévisionnel de la rente. A la fin de l'été, les adaptations techniques de NIL+ avaient été systématiquement réalisées et les collaborateurs avaient été préparés aux nouveautés. Les collaborateurs étaient conscients que la mise en œuvre définitive était ouverte, mais ils ont malgré tout réalisé les travaux de préparation avec beaucoup de motivation et d'engagement. Attendue avec impatience, la votation du 24 septembre s'est soldée comme on le sait par un rejet du projet par le peuple. L'ensemble des travaux de préparation et des documents ont par conséquent été interrompus, respectivement gelés. Ce qui reste, c'est la satisfaction et la certitude que lors d'une prochaine réforme, la division sera parfaitement en mesure de maîtriser un tel projet dans des délais très brefs et qu'elle est d'ores et déjà préparée à sa mise en œuvre. En décembre 2017 déjà, le Conseil fédéral a décidé de lancer le prochain projet de réforme du 1^{er} pilier d'ici 2020.



N° 5
Réduction des frais de maladie et d'invalidité selon nombre et montant

Dans le canton de Berne, les prestations complémentaires sont versées par la Caisse de compensation du canton de Berne.

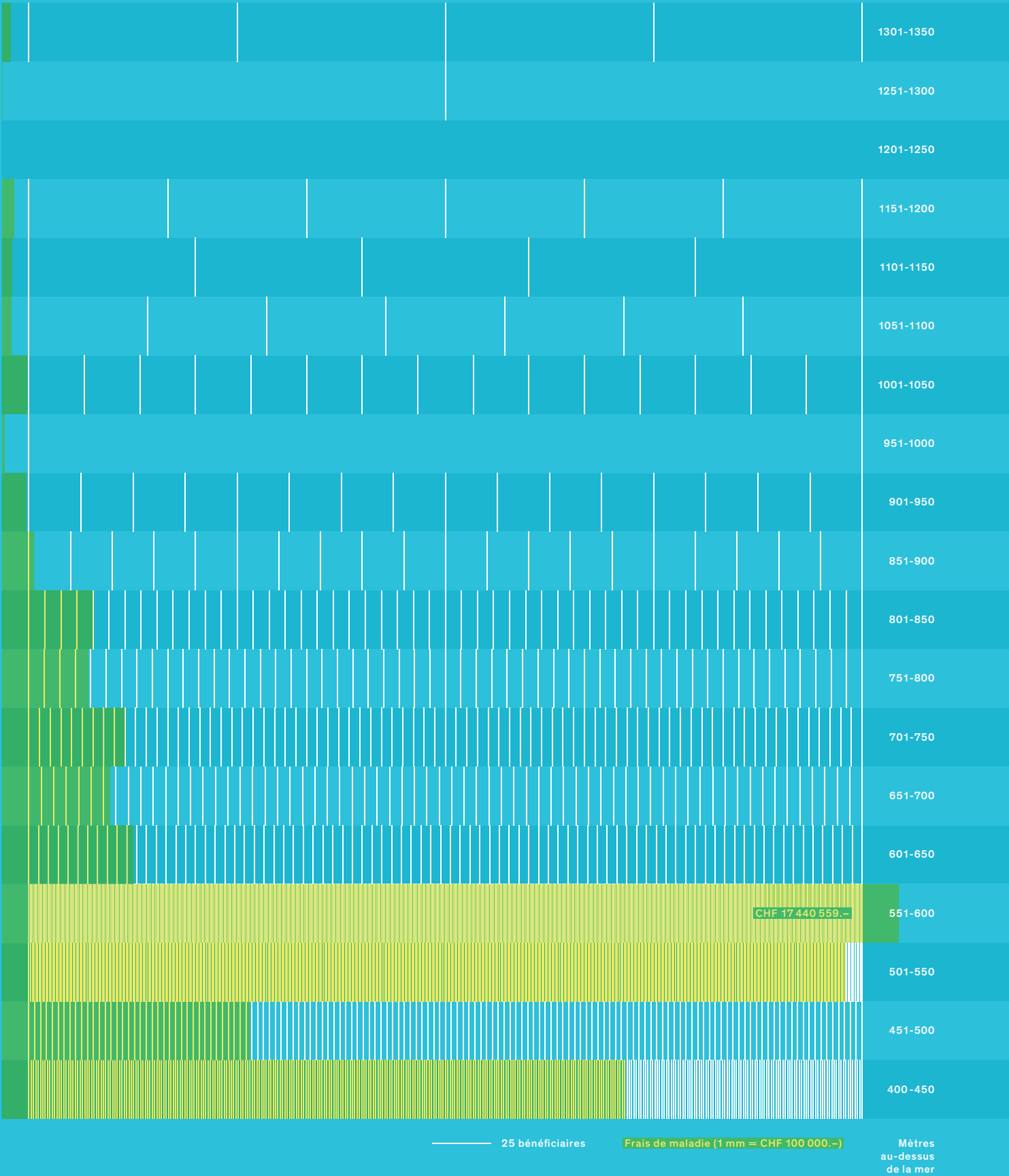
Cas de reprise

Les dossiers de reprise réclamés jusqu’à fin 2016 sont majoritairement arrivés au cours de l’année et ont pu être intégrés dans le système de rentes. Il s’agissait de dossiers dans lesquels la personne assurée, domiciliée dans le canton de Berne, perçoit nouvellement des prestations complémentaires et dont le dossier se trouvait jusque-là dans une autre caisse. Dans un souci de prise en charge globale et de simplification de l’administration, ces dossiers sont de plus en plus souvent cédés aux caisses de compensation cantonales. A la CCB, cela concerne chaque mois 100 à 200 dossiers repris et environ 30 à 40 dossiers cédés. Grâce à ce bilan « positif », en 2017, l’effectif de rentes de la CCB a augmenté. La CCB réclame désormais régulièrement ces cas afin d’être à jour au niveau des compétences concernant ces dossiers.

Pool IGS : travaux de préparation pour le projet Coopération

L’adhésion de la CCB au pool IGS (Informatique pour les assurances sociales : regroupement de 21 caisses cantonales de compensation) a donné le coup d’envoi du projet Coopération. Dans une première étape, cela a principalement concerné les cotisations et, au niveau des prestations, les indemnités journalières AI. Les autres types de prestations seront intégrés au projet dès 2018. Avec le passage à IGS, la division DRIJ va reprendre leur application pour les rentes. De manière à se préparer sérieusement à cette étape importante, la division DRIJ a lancé en 2017 déjà une série de travaux de préparation à ce projet. Les trois équipes spécialisées et le support ont notamment été chargés de mettre à jour les dossiers en permanence afin de faciliter la migration des données vers IGS. A l’occasion d’une visite de deux caisses de compensation IGS – une dans le canton des Grisons et une dans le canton de Fribourg –, l’équipe de projet de la DRIJ s’est informée de manière approfondie sur la façon dont on travaille avec le nouveau système et sur les processus qui doivent de ce fait être adaptés chez nous. Les informations ainsi récoltées ont été utilisées pour exécuter d’ores et déjà certains travaux préliminaires au sein de la division. Le passage à IGS requiert de procéder à des adaptations des processus ainsi qu’à divers changements organisationnels.

La direction a décidé de procéder à ces adaptations avant la mise en exploitation d’IGS, de manière à faire face aux nouveaux défis avec des équipes déjà bien rodées. La DRIJ a par conséquent préparé avec soin l’organisation de la nouvelle orientation des services de base. L’équipe rejoindra dans son intégralité le rez-de-chaussée au début de l’année 2018 afin de travailler désormais au sein de la division Support et services.



N° 6
Frais de maladie par rapport au nombre de bénéficiaires selon les mètres d’altitude

Dans le canton de Berne, les prestations complémentaires sont versées par la Caisse de compensation du canton de Berne.

Organisation

Caisse de compensation du canton de Berne

Autorité de surveillance

Office fédéral
des assurances sociales (OFAS)

Organe de révision

Ernst & Young AG
3001 Berne

Conseil de surveillance

Président

Neuhaus Christoph
Membre du Conseil-exécutif, directeur de la justice,
des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
du canton de Berne (président d'office)

Vice-présidence

Streiff-Feller Marianne
Conseillère nationale, Urtenen-Schönbühl

Membres

Bernasconi Roberto
Enseignant,
membre du Grand Conseil jusqu'au 31.8.2017, Malleray

Bohren Urs Friedrich
Economiste d'entreprise ESCEA, Bolligen

Bühler Manfred
Conseiller national, Cortébert

Ender Meinrad
Directeur de la Band-Genossenschaft, Berne

Mühlheim Barbara
Directrice KODA, membre du Grand Conseil, Berne

Organisation interne

Directeur

Schläfli Heiner
Economiste d'entreprise HES

Division Cotisations et allocations

Benz Martin
Chef de division, directeur suppléant
Membre de la direction
lic. ès sc. pol.

Division Rentes et indemnités
journalières

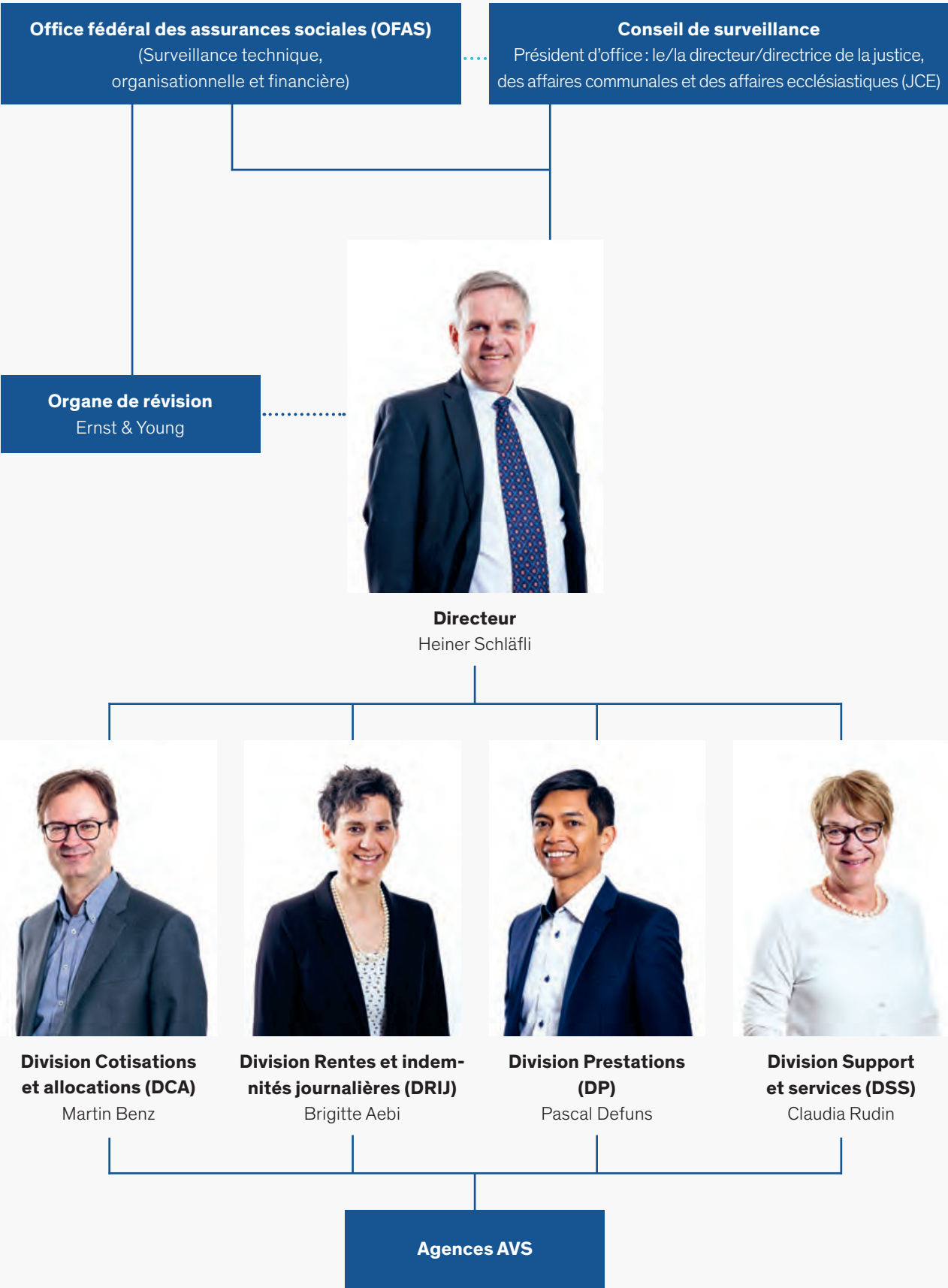
Aebi Brigitte
Cheffe de division
Membre de la direction
lic. ès sc. pol.

Division Prestations

Defuns Pascal
Chef de division
Membre de la direction
M. A. HSG in Law

Division Support et services

Rudin Claudia
Cheffe de division
Membre de la direction
Employée de commerce dipl. ESGC



Comptes annuels 2017

Caisse de compensation du canton de Berne

Bilan	2017	2016
Actifs		
Avoirs en compte courant personnes assujetties au paiement de cotisations	5 216 072	5 372 775
Liquidités	862 050	714 909
Autres avoirs	1 391 417	683 276
Placement de capitaux	33 674 277	28 560 192
Immeubles	27 342 255	27 822 255
Biens meubles	1396	1713
Actifs transitoires	283 462	134 647
Total des actifs	68 770 929	63 289 767
Passifs		
Engagements en cours	1 970 148	1 818 661
Dettes compte courant	880	5600
Autres dettes	17 000 000	17 000 000
Provisions	13 791 827	11 956 269
Passifs transitoires	1 149 150	594 392
Réserves générales	31 914 845	28 495 818
Résultat du compte administratif (bénéfice)	2 944 079	3 419 027
Total des passifs	68 770 929	63 289 767

Compte d'administration

Charges		
Frais de personnel	21 191 822	21 994 302
Frais de matériel	7 526 742	7 794 171
Coûts locaux/immeubles	3 277 120	3 340 873
Prestations de tiers	6 601 274	6 972 810
Intérêts passifs/coûts de capital	245 220	251 186
Amortissements	3 137 384	4 770 442
Frais administratifs généraux	285 740	290 119
Constitution de provisions	2 155 000	1 223 740
Résultat du compte d'administration (bénéfice)	2 944 079	3 419 027
Total des charges	47 364 381	50 056 670
Produits		
Contributions aux frais administratifs	18 690 646	21 546 140
Produits de la fortune	3 995 975	3 281 724
Rémunérations (émoluments)	2 285 512	2 284 507
Produits des prestations	3 952 260	4 003 269
Indemnités pour frais administratifs	15 642 331	15 531 107
Produits d'administration généraux	1 588 192	1 750 854
Remboursements	1 209 465	1 190 329
Dissolution de provisions	0	468 740
Total des produits	47 364 381	50 056 670

Compte d'exploitation AVS/AI/APG	2017	2016
Cotisations		
AVS/AI/APG	1 368 563 272	1 355 182 052
Assurance-chômage	249 555 751	243 710 589
Allocations familiales agriculture	2 275 502	2 106 408
Total des cotisations	1 620 394 525	1 600 999 049

Prestations

Rentes AVS		
Rentes ordinaires	2 771 670 185	2 633 916 026
Rentes extraordinaires	236 601	278 284
Allocations pour impotents	44 404 435	39 158 766
	2 816 311 221	2 673 353 076
Prestations AI		
Rentes ordinaires	272 532 184	265 141 200
Rentes extraordinaires	106 945 555	104 887 134
Allocations pour impotents	33 866 594	33 410 580
Indemnités journalières AI	38 605 438	45 755 503
	451 949 771	449 194 417
Prestations allocations familiales agriculture		
en faveur des employeurs agricoles	3 022 306	2 931 233
en faveur des agriculteurs indépendants	12 560 192	13 375 084
	15 582 498	16 306 317
Prestations APG		
Allocations de perte de gain	70 501 604	70 257 484
Redistribution		
Taxe sur le CO ₂	8 894 584	7 736 317
Total des prestations	3 363 239 678	3 216 847 611

Comptes annuels 2017

Caisse d’allocations familiales du canton de Berne

Bilan	2017	2016
Actifs		
Avoirs en compte courant personnes assujetties au paiement de cotisations	12 297 215	12 759 553
Liquidités	1 024 291	1 966 467
Autres avoirs	494 978	688 906
Placements de capitaux	134 838 284	116 211 544
Comptes de régularisation	743 257	726 472
Total des actifs	149 398 025	132 352 942
Passifs		
Engagements en cours	690	11 170
Provisions	1 112 666	1 120 716
Provisions corrections de valeur sur les placements de capitaux	7 760 000	6 500 000
Réserves générales	124 721 057	121 407 640
Résultat du compte d'administration (bénéfice)	15 803 612	3 313 416
Total des passifs	149 398 025	132 352 942

Compte d’administration

Charges		
Frais de personnel	1 547 871	1 584 102
Frais de matériel	664 620	727 418
Coûts des locaux	170 813	173 202
Prestations de tiers	1 548 648	1 537 386
Coûts de capital	121 765	134 683
Amortissements sur immobilisations corporelles	178 181	169 949
Frais administratifs généraux	2979	2870
Correction de valeur sur les placements de capitaux	612 988	3 173 425
Provisions/corrections de valeur sur les placements de capitaux	1 260 000	3 626 850
Résultat du compte d'administration (bénéfice)	143 352	0
Total des charges	6 251 217	11 129 885
Produits		
Rémunérations	241 650	242 951
Produits de la fortune	2 635 771	2 227 276
Correction de valeur sur les placements de capitaux	3 365 664	36 910
Produits de prestations	8132	11 840
Résultat du compte d'administration (perte)	0	1 126 850
Résultat du compte d'administration	0	7 484 058
Total des produits	6 251 217	11 129 885

Compte d’exploitation	2017	2016
Charges		
Allocations familiales	243 338 272	245 804 393
Amortissements sur les demandes de restitution/remises	107 592	77 612
Demande de restitutions allocations familiales	–786 136	–1 000 959
Résultat compte d'exploitation (bénéfice)	15 660 260	10 797 474
Total des charges	258 319 988	255 678 520
Produits		
Cotisations	259 705 577	256 949 190
Cotisations prescrites/avec remise	–1 385 589	–1 330 670
Total des produits	258 319 988	255 618 520

Prestations complémentaires (PC)

Prestations complémentaires annuelles		
à l'AVS	499 109 766	487 015 642
à l'AI	282 190 758	277 478 247
	781 300 524	764 493 889
Frais de maladie et d’invalidité		
à l'AVS	40 421 708	38 973 763
à l'AI	23 405 107	23 932 430
	63 826 815	62 906 193
Total des prestations PC	845 127 339	827 400 082



Impressum

Conception et réalisation :
wapico AG, Berne

Texte :
Caisse de compensation
du canton de Berne

Impression :
Druckerei Läderach SA, Berne



AUSGLEICHSKASSE DES KANTONS BERN
CAISSE DE COMPENSATION DU CANTON DE BERNE

Chutzenstrasse 10
3007 Berne
T +41 (0)31 379 79 79
F +41 (0)31 379 79 00
info@akbern.ch
www.akbern.ch